



Arrêt

**n°276 453 du 25 août 2022
dans l'affaire X / VII**

En cause : X

**Ayant élu domicile : au cabinet de Maître B. KEUSTERS
 Bampsiaan 28
 3500 HASSELT**

contre:

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIIIE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 24 juin 2021, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à l'annulation de la décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, prise le 3 mai 2021.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dit ci-après : « la Loi ».

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 1^{er} juillet 2021 avec la référence X.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 5 avril 2022 convoquant les parties à l'audience du 10 mai 2022.

Entendu, en son rapport, C. DE WREEDE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me M. KIWAKANA *loco* Me B. KEUSTERS, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me E. BROUSMICHE *loco* Me I. SCHIPPERS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le requérant serait arrivé sur le territoire le 1^{er} novembre 2015 à une date non déterminée.

1.2. Le 4 avril 2018, il a introduit une première demande de carte de séjour en qualité d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union. Cette demande a fait l'objet d'une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire pris le 2 octobre 2018.

1.3. Le 6 novembre 2018, il a introduit une seconde demande de carte de séjour en qualité d'autre

membre de la famille d'un citoyen de l'Union. Cette demande a fait l'objet d'une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire pris le 2 mai 2019.

1.4. Le 25 septembre 2020, il a introduit une troisième demande de carte de séjour en qualité d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union.

1.5. Le 25 mai 2021, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec un ordre de quitter le territoire, il s'agit de l'acte attaqué qui est motivé comme suit :

□ l'intéressé(e) n'a pas prouvé dans le délai requis qu'il ou elle se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen l'Union ou d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union ;

Le 25.09.2020, la personne concernée a introduit une demande de droit au séjour en qualité d'autre membre de famille de [C.M.M.] (xxx) de nationalité roumaine sur base de l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

A l'appui de sa demande, bien qu'elle a produit la preuve de son identité et de son lien de parenté avec la personne qui lui ouvre le droit au regroupement familial, la qualité d'autre membre de famille « à charge ou faisant partie du ménage » telle qu'exigée par l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980 n'a pas été valablement établie.

Selon l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980, « sont considérés comme autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union : (...) les membres de la famille, non visés à l'article 40bis §2 qui, dans le pays de provenance, sont à charge ou font partie du ménage du citoyen de l'Union ».

Or, d'une part, la qualité « à charge » de la personne concernée par rapport à celle qui lui ouvre le droit au séjour n'a pas été prouvée de manière satisfaisante. En effet, le demandeur reste en défaut de démontrer de manière probante qu'il n'a pas de ressources ou que ses ressources étaient insuffisantes dans son pays d'origine ou de provenance pour subvenir à ses besoins essentiels. Ainsi, l'attestation marocaine de non assujettissement à l'IR sur les revenus fonciers à la taxe d'habitation et à la taxe des services communaux est datée du 16/10/2018 alors qu'il résidait en Belgique (comme le mentionne, d'ailleurs, l'attestation concernée) et les actes de décès des parents du demandeur ne donnent aucune information sur ses ressources. L'attestation du revenu global imposé au titre de l'année 2020 déposé dans le dossier ne peut pas davantage être pris en compte étant donné qu'elle est établie sur base d'une déclaration sur l'honneur souscrite par l'intéressé le 05.08.2020.

Par ailleurs, l'intéressé ne prouve pas davantage qu'il dépendait d'une aide financière ou matérielle du ménage rejoint pour subvenir à ses besoins essentiels dans son pays d'origine ou de provenance. La déclaration sur l'honneur de la regroupante datée du 08.09.2020 soutenant qu'elle versait mensuellement une somme d'argent au demandeur depuis 2018 n'est pas prise en compte étant donné sa valeur déclarative, non appuyée par des documents probants.

Dès lors, la qualité « à charge » de l'intéressé n'est pas établie.

D'autre part, la personne concernée n'a apporté aucun document prouvant qu'elle faisait partie du ménage du regroupant dans son pays de provenance.

Au vu de ce qui précède, les conditions de l'article 47/1 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies, la demande est donc refusée.

Conformément à l'article 74/13 de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la demande de la personne concernée a été examinée en tenant compte de l'intérêt supérieur de son enfant, de sa vie familiale et de son état de santé.

Vu que l'examen du dossier n'apporte aucun élément relatif à l'existence de problèmes médicaux chez la personne concernée ;

Vu que les intérêts familiaux de la personne concernée ne peuvent prévaloir sur le non-respect des conditions légales prévues à l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980. En effet, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a jugé que « les rapports entre les adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la

protection de l'article 8 sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux (Cour EDH arrêt Ezzouhdi n° 47160/99 du 13 février 2001). Les éléments du dossier n'établissent aucun lien de dépendance autres que les liens affectifs normaux. En outre, rien n'indique que la relation entre les membres de famille concernés ne peuvent se poursuivre en dehors du territoire belge.

Dès lors, en exécution de l'article 7, alinéa 1er, 2°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à la personne concernée de quitter le territoire du Royaume dans les 30 jours vu qu'elle n'est pas autorisée ou admise à y séjourner à un autre titre: la demande de séjour introduite le 25.09.2020 en qualité d'autre membre de famille lui a été refusée ce jour. Elle séjourne donc en Belgique de manière irrégulière.»

2. Exposé du moyen d'annulation.

La partie requérante prend un moyen unique qu'elle développe comme suit : « ENIG MIDDEL: SCHENDING:

- VAN ARTIKELEN 2 EN 3 VAN DE WET VAN 29 JULI 1991 BETREFFENDE DE UITDRUKKELIJKE MOTIVERING VAN BESTUURSHANDELINGEN;

- VAN HET ZORGVULDIGHEIDSBEGINSEL, HET REDELIJKHEIDS- EN HET VERTROUWENSBEGINSEL;

- VAN HET MATERIEEL MOTIVERINGSBEGINSEL;

- VAN ARTIKEL 47/1 en 47/3 en 42 VAN DE VREEMDELINGENWET en VAN ARTIKEL 52 KONINKLIJK BESLUIT VAN 8.10.1981 in samenlezing met het adagium 'nemo auditur turpitudinem suam allegans' en het adagium 'patere legem quam ipse fecisti' en van het UNIERECHT (BURGERSCHAPSRICHTLIJN)

- VAN ARTIKEL 8 EVRM.

1. De artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 (hierna: de Wet formele motivering bestuurshandelingen) en artikel 62 van de Vreemdelingenwet bepalen dat de administratieve beslissingen zowel in feite als in rechte moeten worden gemotiveerd.

Zo bepalen de artikel 2 en 3 van de Wet formele motivering bestuurshandelingen het volgende: (...)

"Art. 2. De bestuurshandelingen van de besturen bedoeld in artikel 1 moeten uitdrukkelijk worden

Daarnaast bepaalt artikel 62, §2 van de Vreemdelingenwet het volgende: (...)

Er moet bijgevolg worden benadrukt dat conform de voornoemde wetsbepalingen de administratieve beslissing steeds uitdrukkelijk melding moet maken van de feitelijke en juridische gronden, opdat de betrokken persoon kennis zou hebben van de gronden waarop de administratieve overheid zich baseert om de weigeringsbeslissing te nemen. Uit het samenlezen van voornoemde wetsbepalingen volgt immers duidelijk dat: 1) De administratieve beslissing uitdrukkelijk dient te worden gemotiveerd;

2) In de motivering, die wordt opgenomen in de bestreden, zowel de feitelijke als de juridische gronden dienen te worden vermeld; 3) De motivering afdoende dient te zijn.

De administratieve beslissing is slechts afdoende gemotiveerd wanneer de aangehaalde motieven draagkrachtig zijn, rekening houdende met de evenredigheid van de te nemen beslissing door de administratieve overheid. Zo kan er slechts sprake zijn van een afdoende motivering wanneer de motivering duidelijk, juist, pertinent, concreet, precies en volledig wordt geformuleerd, opdat de betrokken persoon in alle duidelijkheid kan oordelen of het al dan niet zinvol is om de genomen beslissing aan te vechten. Er is bijgevolg sprake van een schending van het redelijkheidsbeginsel wanneer de betrokken persoon zich tevergeefs afvraagt hoe het bestuur tot een dergelijke beslissing is gekomen. Met andere woorden, om het redelijkheidsbeginsel geschonden te kunnen noemen, moet men voor een beslissing staan waarvan men na de lezing ervan ternauwernood kan geloven dat ze werkelijk genomen is. Het is de taak van Uw Raad om het oordeel van het bestuur onwettig te bevinden wanneer de administratieve beslissing tegen alle redelijkheid ingaat doordat de door het bestuur geponeerde verhouding tussen de motieven en het dispositief volkomen ontbreekt.

2. Daarnaast legt het zorgvuldigheidsbeginsel de overheid de verplichting op om diens beslissingen op een zorgvuldige wijze voor te bereiden en te steunen op een correcte feitenbevinding. Het respect voor het zorgvuldigheidsbeginsel houdt derhalve in dat de administratieve overheid bij het nemen van de beslissing zich moet steunen op alle gegevens van het dossier en op alle daarin vervatte dienstige stukken.

3. Het rechtszekerheidsbeginsel in combinatie met het vertrouwensbeginsel houdt in dat een rechtsonderhorige erop moet kunnen vertrouwen dat de administratieve overheid een vaste gedragslijn zal blijven aanhouden en dat de rechtsonderhorige – bij het uitblijven van enig handelen van de administratieve overheid – ervan mag uitgaan dat er geen reden zal bestaan dat het bestuur anders zal handelen dan de schijn die zij heeft opgewekt door te verzuimen te handelen. De rechtsonderhorige mag

er dan ook op rekenen dat hij niet langer in een rechtsonzekere positie verkeert, zodat hij erop kan vertrouwen dat er geen reden bestaat dat de administratie een andere gedraglijn zal aannemen.

4. Artikel 47/1 Vreemdelingenwet bepaalt het volgende: (...)

Artikel 47/3 Vreemdelingenwet bepaalt het volgende: (...)

6. Artikel 42 van de Vreemdelingenwet bepaalt: (...)

7. Artikel 52 Koninklijk besluit van 8.10.1981 bepaalt onder andere: (...)

8. Artikel 8 van het EVRM bepaalt: (...)

9. TOEPASSING

9.1. Eisende partij kan zich niet vinden in de argumentatie van de verwerende partij. De beslissing van verwerende partij werd laattijdig genomen.

9.2. Eisende partij benadrukt dat de verwerende partij de termijn heeft laten verstrijken binnen dewelke verwerende partij een beslissing kon nemen. Hierdoor diende eisende partij in het bezit gesteld te worden van een F-kaart. De aanvraag werd ingediend op 25.09.2020. Bijgevolg had verwerende partij zes maanden de tijd om een beslissing te nemen. Dit wil zeggen dat de verwerende partij uiterlijk 24.03.2021 een beslissing diende te nemen, quod non. Huidige bestreden beslissing werd immers genomen op 3.05.2021 en aldus buiten de termijn van 6 maanden zoals opgelegd door de wet. Indien verwerende partij binnen de termijn van zes maanden en dus uiterlijk 24.03.2021 geen beslissing neemt, dan dient eisende partij in het bezit gesteld te worden van een F-kaart. Eisende partij verwijst naar het artikel 52 §4, tweede lid Koninklijk besluit van 08.10.1981. Dit artikel voorziet in het recht op een ambtshalve afgifte van een F-kaart wanneer de verwerende partij geen beslissing neemt en hiervan geen kennis geeft binnen de 6 maanden na de aanvraag en dus in casu uiterlijk op 24.03.2021. 9.3. De aanvraag tot gezinshereniging gebeurde op 25.09.2020. Eisende partij verkreeg op die datum zijn bijlage 19ter, waarop zelf staat te lezen: "Conformément à l'article 52 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la demande sera examinée par le Ministre ou son délégué. L'intéressé sera convoqué dans les six mois, à savoir le 24 mars 2021, à l'administration communale en vue de se voir notifier la décision relative à la présente demande. " Vrije vertaling: Overeenkomstig artikel 52 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen zal de aanvraag onderzocht worden door de Minister of zijn gemachtigde. De betrokkene zal binnen de zes maanden, namelijk op 24 maart 2021, uitgenodigd worden om zich bij het gemeentebestuur aan te bieden, zodat de beslissing inzake deze aanvraag aan hem (haar) kan worden betekend. Het artikel 42 Vreemdelingenwet en de betrokken bepaling in het KB bepalen een termijn van zes maanden. Verwerende partij had de beslissing aldus moeten nemen ten laatste op 24.03.2021. De bestreden beslissing werd pas genomen op 03.05.2021, en dus 1,5 maand te laat en eveneens te laat betekend (immers zowel de betekening als de beslissing dienen binnen deze 6 maanden termijn genomen te worden). 9.4. Volgens de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (RvV) moet er niet langer ambtshalve een F-kaart afgeleverd worden aan familie van een Unieburger als Dienst Vreemdelingenzaken (DVZ) geen beslissing neemt of geen kennisgeving doet van die beslissing binnen zes maanden na de aanvraag gezinshereniging. De RvV laat de Belgische verblijfswetgeving buiten toepassing en baseert zich rechtstreeks op artikel 10 Richtlijn 2004/38/EG (Burgerschapsrichtlijn), zoals geïnterpreteerd door het Hof van Justitie (HvJ) in het Diallo arrest. Hiermee geeft de RvV verticale directe werking aan de Burgerschapsrichtlijn, wat in strijd is met vaste rechtspraak van het HvJ. Maar volgens de RvV is er geen sprake van verticale directe werking. De RvV heeft gesteld dat art. 52 §4, tweede lid Verbljfsbesluit, dat voorziet in de ambtshalve afgifte van een F-kaart als DVZ geen enkele beslissing neemt binnen zes maanden na de aanvraag gezinshereniging, niet meer toegepast kan worden. Volgens de RvV is dat een gevolg van de Diallo-rechtspraak van het HvJ (HvJ 27 juni 2018, C-246/17, Diallo). In het Diallo-arrest stelde het HvJ dat de Belgische regeling, waarbij automatisch een verblijfskaart afgegeven wordt aan het familielid van een Unieburger bij het verstrijken van een termijn van zes maanden, haaks staat op de doelstellingen van de Burgerschapsrichtlijn. Een dergelijke regeling maakt het mogelijk dat een verblijfskaart afgegeven wordt aan iemand die niet voldoet aan de voorwaarden.

10 Volgens de RvV is huidig artikel 52 §4, tweede lid Verbljfsbesluit onverzoenbaar met de Diallo-uitspraak en is het onmogelijk om dit artikel richtlijnconform uit te leggen. Bijgevolg rest er volgens de RvV niets anders dan de bepaling buiten toepassing te laten. STANDPUNT Hof van Justitie: richtlijn heeft geen neerwaartse verticale directe werking. Het standpunt van de RvV dat artikel 52 §4, tweede lid Verbljfsbesluit niet langer toegepast kan worden, staat op gespannen voet met vaststaande rechtspraak van het Hof van Justitie. De RvV schuift artikel 52 §4, tweede lid Verbljfsbesluit opzij en geeft een rechtstreekse of directe werking aan artikel 10 Burgerschapsrichtlijn in de Belgische rechtsorde zonder dat dit artikel (correct) omgezet werd in de Belgische verblijfswetgeving. De RvV werpt dit vervolgens op tegen particulieren (= neerwaartse verticale directe werking). Volgens vaste rechtspraak van het HvJ kan een EU-richtlijn, bij laattijdige of foutieve omzetting van de richtlijn door een lidstaat, uit zichzelf nooit verplichtingen opleggen aan een particulier. Bepalingen van een richtlijn kunnen dus niet rechtstreeks tegen een particulier ingeroepen worden voor of door de nationale rechter. Het HvJ baseert zijn

rechtspraak op: • Artikel 288 VWEU (oud artikel 249 EG). Dat artikel kent een dwingend karakter toe aan richtlijnen, maar alleen aan 'elke lidstaat waarvoor zij bestemd is' en dus niet aan particulieren. Als richtlijnen directe werking zouden hebben ten aanzien van particulieren, zou dit betekenen dat de Unie de bevoegdheid heeft om met onmiddellijke ingang aan particulieren verplichtingen op te leggen, wat zij alleen kan in het kader van haar bevoegdheid om verordeningen vast te stellen. • Het principe dat een lidstaat geen voordeel kan halen uit zijn eigen miskenning van het Unierecht. Dit is een toepassing van het beginsel 'nemo auditur turpitudinem suam allegans': niemand kan gehoord worden door de rechter wanneer hij zich beroept op zijn eigen ongeoorloofde bedoelingen. In arrest nr. 225.296 van 27 augustus 2019 stelt de RvV dat er geen sprake is van een foutieve omzetting van de Burgerschapsrichtlijn in de Belgische rechtsorde, zodat er ook geen sprake kan zijn van een verticale directe werking (die de RvV geeft aan de richtlijn). Alleen artikel 42 §1 Verblijfswet vormt de omzetting van artikel 10 Burgerschapsrichtlijn en er blijkt niet dat artikel 42 §1 Verblijfswet artikel 10 Burgerschapsrichtlijn foutief omgezet heeft. Artikel 52 §4, tweede lid Verblijfsbesluit, dat voorziet in de ambtshalve afgifte van een F-kaart na zes maanden, vormt volgens de RvV géén omzetting van de Burgerschapsrichtlijn.

11 Volgens het HvJ bepaalt de Burgerschapsrichtlijn immers niet welke sanctie geldt bij het overschrijden van de termijn van zes maanden in artikel 10 Burgerschapsrichtlijn. Dit wordt juist overgelaten aan de vrijheid van de lidstaten, voor zover de nationale bepalingen niet indruisen tegen het doel van het Unierecht. In het Diallo-arrest heeft het HvJ vastgesteld dat de Belgische regeling wél indruist tegen de doelstellingen van de Burgerschapsrichtlijn. Bijgevolg blijft de RvV bij zijn standpunt dat hij artikel 52 §4, tweede lid Verblijfsbesluit buiten beschouwing moet laten wegens strijdigheid met het Unierecht. Tegen het arrest werd een toelaatbaar cassatieberoep ingediend bij de Raad van State. Door te stellen dat artikel 52 §4, tweede lid Verblijfsbesluit géén (foutieve) omzetting zou zijn van artikel 10 Burgerschapsrichtlijn geeft de RvV een zeer enge invulling aan de begrippen 'omzetting' en 'foutieve omzetting': • Artikel 52 §4, tweede lid Verblijfsbesluit was, samen met artikel 42 §1 Verblijfswet, door de Belgische overheid wel degelijk bedoeld als omzetting van artikel 10 Burgerschapsrichtlijn (zie ook RvV 17 januari 2020, nr. 231.395). • Artikel 42 §1 Verblijfswet luidt als volgt: 'Het recht op een verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk wordt zo snel mogelijk en ten laatste zes maanden volgend op de datum van aanvraag zoals bepaald in § 4, tweede lid, erkend aan de burger van de Unie en zijn familieleden onder de voorwaarden en voor de duur door de Koning bepaald overeenkomstig de Europese verordeningen en richtlijnen.' Het Verblijfsbesluit moest dus de voorwaarden bepalen voor de erkenning van het verblijfsrecht van het familielid van een Unieburger, in overeenstemming met de Burgerschapsrichtlijn. • In artikel 52 §4, tweede lid Verblijfsbesluit werd vervolgens bepaald: 'Indien de Minister of zijn gemachtigde het verblijfsrecht toekent of als er geen enkele beslissing is genomen binnen de termijn bepaald bij artikel 42, van de wet, geeft de burgemeester of zijn gemachtigde aan de vreemdeling een verblijfkaart van een familielid van een burger van de Unie overeenkomstig het model van bijlage 9 af.' Deze regeling moest ervoor zorgen dat de maximale termijn voor erkenning van het verblijfsrecht van de Unieburger en zijn familielid, opgelegd door artikel 10 Burgerschapsrichtlijn en artikel 42 Verblijfswet, gerespecteerd zou worden en gaf er dus mee uitvoering aan. • In het Diallo-arrest heeft het HvJ duidelijk gesteld dat de Belgische regeling van ambtshalve afgifte van verblijfskaarten na zes maanden in strijd is met artikel 10 Burgerschapsrichtlijn. Artikel 52 §4, tweede lid Verblijfsbesluit vormt dus een foutieve omzetting van dat artikel. 9.5.

12 Zelfs als aangenomen wordt dat artikel 52 §4, tweede lid Verblijfsbesluit géén (foutieve) omzetting zou zijn van artikel 10 Burgerschapsrichtlijn, is dit eigenlijk niet van belang: volgens rechtspraak van het Hof van Justitie moet het volledige interne recht richtlijnconform geïnterpreteerd worden. Dus ook het interne recht dat niet specifiek bedoeld is als omzetting van het Unierecht. Het principe van richtlijnconforme interpretatie is echter niet absoluut: richtlijnconforme interpretatie kan er nooit toe leiden dat aan een particulier verplichtingen tegengeworpen worden die voortkomen uit een niet of foutieve omzetting van een richtlijn. Naar analogie kan aangenomen worden dat aan een particulier geen rechten ontzegd kunnen worden wanneer die voortkomen uit een niet of foutieve omzetting van een richtlijn, of wanneer die rechten, meer algemeen, niet richtlijnconform zijn. Dit is het geval voor artikel 52 §4, tweede lid Verblijfsbesluit dat voorziet in het recht op een ambtshalve afgifte van een F-kaart, wanneer DVZ geen beslissing neemt en hiervan geen kennis geeft binnen zes maanden na de aanvraag. Tot slot geldt het principe dat een lidstaat nooit voordeel kan halen uit zijn eigen miskenning van het Unierecht ('nemo auditur turpitudinem suam allegans'). Verwerende partij had een F-kaart moeten afleveren aan eisende partij overeenkomstig artikel 52, §4, tweede lid KB, daar er geen enkele beslissing werd genomen binnen de termijn van zes maanden zoals bepaald in voornoemd artikel en in artikel 42, §1, eerste lid Vreemdelingenwet. Verwerende partij kan zich niet beroepen op zijn eigen nalatigheid (lees: verkeerde of foutieve omzetting van de Burgerschapsrichtlijn) om zijn eigen handelen te gebruiken om de rechten van eisende partij te schaden. Bovendien voldoet eisende partij aan de voorwaarden.

9.6. Ook verwijst eisende partij naar een vonnis van de rechtbank van eerste aanleg van Dendermonde (nr.19/25/A van 29.01.2019) waarin werd geoordeeld dat de Belgische overheid zich niet kan beroepen

op haar eigen fout. Volgens de rechtbank van eerste aanleg zijn het artikel 42 §1 van de vreemdelingenwet en artikel 52 van het Koninklijk besluit van 08.10.1981 duidelijk, zoals hierboven ook reeds toegelicht.

* Ten eerste, de verwerende partij moet binnen zes maanden na de indiening van de aanvraag gezinshereniging een beslissing nemen.

* Ten tweede, wordt deze termijn niet gerespecteerd, dan moet de gemeente een F-kaart afgeven.

Deze artikelen houden volgens de rechtbank van Dendermonde een subjectief recht in: ze zijn duidelijk en onvoorwaardelijk en houden een verplichting in ten aanzien van de burgemeester of zijn gemachtigde. De verwerende partij kan zich niet beroepen op een foutieve omzetting van een richtlijn om bepaalde rechten te ontzeggen, want dan beroept de Belgische overheid zich op de eigen fout. Bovenstaande moet onder andere worden gekoppeld aan de volgende rechtsprincipes: - 'nemo auditur turpitudinem suam allegans': niemand kan gehoord worden door de rechter wanneer hij zich beroept op zijn eigen ongeoorloofde bedoelingen, wat in casu duidelijk het geval is; - 'patere legem quam ipse fecisti': het bestuur moet de algemene regels die het zelf vastgesteld heeft, eerbiedigen.

9.7. Tot slot, het vertrouwensbeginsel, zorgvuldigheidsbeginsel en redelijkheidsbeginsel dienen hier ook toegepast te worden en dit in het kader van bovenstaande. Deze beginselen maken in het licht van bovenstaande uiteenzetting dat verwerende partij niets anders kon dan een beslissing te nemen binnen de 6 maanden en bij gebreke aan een beslissing binnen de 6 maanden is verwerende partij verplicht om een F-kaart af te leveren. Indien de overheid een wet maakt, mag de betrokkenen ervan uitgaan dat deze wet zorgvuldig is opgesteld en dat deze ook zorgvuldig wordt toegepast, dat indien de overheid hierbij een fout zou hebben gemaakt, het vertrouwen van de betrokkenen niet mag worden geschonden.

De overheid dient hierbij zorgvuldig te werk te gaan en redelijk te zijn in haar beoordeling, quod non in casu.

9.8. Het middel is gegrond en schendt alle in het middel opgeworpen bepalingen en/of beginselen. 9.9.

In elk geval en ondergeschikt onderlijnt eisende partij dat hij ten laste is van zijn schoonzus (en ook broer) en dit ook steeds is geweest. Eisende partij heeft voldoende bewijsmiddelen aangebracht om dit aan te tonen.

14 Eisende partij verblijft op het adres van zijn schoonzus gezien hij hiervan financieel afhankelijk is.

Hij vormt aldus een gezin met zijn schoonzus en broer maar daarnaast is hij ook ten laste van zijn schoonzus en broer. Hij had geen inkomsten, woonde samen met zijn schoonzus en zij had wel inkomsten. Het ten laste zijn van zijn schoonzus kan dus niet worden betwist. Eisende partij verwijst voor het overige naar de andere documenten die hij heeft toegevoegd om aan te tonen dat hij ook aan alle voorwaarden heeft voldaan. Het middel is gegrond.

9.10. Eisende partij heeft alhier diens familiaal en sociaal leven uitgebouwd. Het centrum van diens sociale en economische belangen ligt nu in België. Hieromtrent kan er geen enkel discussie zijn, gezien eisende partij bij diens schoonzus en broer woont. Een terugkeer naar haar land van herkomst zal aan eisende partij dan ook onnoemelijk veel schade brengen, in tegenstelling tot hetgeen verwerende partij voorhoudt. Een terugkeer zal het gevolg zijn van huidige beslissing gezien verwerende partij de beslissing neemt tot weigering van verblijf van meer dan drie maanden. Deze situatie valt ontegensprekelijk onder artikel 8 EVRM. Eisende partij benadrukt dat naast het recht op eerbiediging van het recht op een familie -en gezinsleven artikel 8 EVRM ook het recht op de eerbiediging van het privéleven beschermt. In elk geval kan er niet ter discussie staan dat diens privéleven zich reeds lange tijd in België afspeelt en deze aldus dient beschermd te worden. Eisende partij begrijpt dan ook niet dat hoe de verwerende partij kan verantwoorden dat het noodzakelijk is in een democratische maatschappij om eisende partij naar Marokko terug te doen keren, want dat is uiteindelijk het gevolg van huidige bestreden beslissing.

9.12. BIJKOMEND Tot slot benadrukt de eisende partij dat dezelfde middelen worden ingeroepen zowel tegen het bevel om het grondgebied te verlaten als tegen de weigeringsbeslissing van het verblijf van meer dan drie maanden. Immers beide beslissingen werden genomen in dezelfde beslissing en werden op dezelfde manier gemotiveerd. Derhalve zijn beide aspecten ook op dezelfde wijze aangevochten in huidig verzoekschrift."

3. Discussion.

3.1. Le Conseil observe que les articles 47/1 et 47/2 de la Loi prévoient respectivement que « sont considérés comme autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union : 1° le partenaire avec lequel le citoyen de l'Union a une relation durable dûment attestée, et qui n'est pas visé par l'article 40bis, § 2, 2° ; 2° les membres de la famille, non visés à l'article 40bis, § 2, qui, dans le pays de provenance, sont à charge ou font partie du ménage du citoyen de l'Union; 3° les membres de la famille, non visés à l'article 40bis, § 2, dont le citoyen de l'Union doit impérativement et personnellement s'occuper en raison de problèmes de santé graves. » et « sans préjudice des dispositions du chapitre Ibis relatif aux autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union, les dispositions du chapitre I relatives aux membres de la

famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 40bis sont applicables aux autres membres de la famille visés à l'article 47/1 ».

Quant à l'article 42, §1er, de la Loi, tel que modifié par la loi du 8 juillet 2011, repris dans le chapitre 1er, prévoit en son premier alinéa que « *le droit de séjour de plus de trois mois dans le Royaume est reconnu le plus rapidement possible et au plus tard six mois après la date de la demande telle que prévue au § 4, alinéa 2, au citoyen de l'Union et aux membres de sa famille qui sont dans les conditions et pour la durée déterminées par le Roi, conformément aux règlements et directives européens. La reconnaissance tient compte de l'ensemble des éléments du dossier* ».

Enfin l'article 58 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers stipule que : « *A l'exception de l'article 45, les dispositions du chapitre 1er relatives aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 40bis, de la loi, sont applicables aux autres membres de la famille visés à l'article 47/1, de la loi. Toutefois, le Ministre ou son délégué favorise leur entrée et leur séjour sur le territoire du Royaume et ce, à l'issue d'un examen individuel et approfondi de leur demande.* »

3.2.1. En ce qu'il invoque une violation des articles 42 de la Loi et 52, §4, de l'arrêté royal précité, et fait grief à la partie défenderesse d'avoir statué au-delà du délai de six mois prévu par la première disposition citée.

3.2.2. Le Conseil rappelle que l'article 42 de la Loi ne prévoit pas lui-même de sanction en cas de non-respect du délai qu'il prévoit pour statuer sur la demande. Seul l'article 52, § 4, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 stipule que ce non-respect est sanctionné par l'octroi d'une autorisation de séjour.

Or, l'article 58 du même arrêté royal, s'il rappelle dans une première partie que les dispositions du chapitre 1er, relatives aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 40bis de la Loi, sont applicables aux autres membres de la famille visés à l'article 47/1 de la loi, il indique ensuite ceci :

« *Toutefois, le Ministre ou son délégué favorise leur entrée et leur séjour sur le territoire du Royaume et ce, à l'issue d'un examen individuel et approfondi de leur demande* » (le Conseil souligne).

Cette seconde partie du texte de l'article 58 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 induit dès lors une restriction à l'application aux autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union des dispositions du chapitre 1er applicables aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union, en ce qu'il exige qu'il soit statué, sur leur entrée ou sur leur séjour, à l'issue d'un examen individuel et approfondi, dérogeant ainsi à l'article 52, §4, du même arrêté royal qui prévoit l'octroi d'une autorisation de séjour sans qu'un tel examen soit réalisé, lorsque le délai de six mois stipulé à l'article 42 de la loi du 15 décembre 1980 n'a pas été respecté.

Il convient de préciser que cette dérogation n'entre nullement en contradiction avec l'article 47/2 de la Loi en ce que cet article prévoit que les dispositions du chapitre 1er de la même loi relatives aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union, visés à l'article 40bis, sont applicables aux autres membres de la famille, dès lors que la sanction litigieuse n'est pas prévue par l'une de ces dispositions légales.

L'article 58 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 fait dès lors échec à l'application de la sanction stipulée à l'article 52, §4, du même arrêté aux autres membres de famille d'un citoyen de l'Union européenne.

Il résulte de ce qui précède que le premier moyen manque en droit en ce qu'il est pris de la violation de l'article 52, §4, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981.

3.2.3. S'agissant de l'article 42 de la Loi, force est de constater qu'en statuant au-delà du délai de six mois stipulé par cette disposition, la partie défenderesse a violé celle-ci, toutefois comme exposé la sanction du dépassement de ce délai n'est pas prévue dans la Loi mais dans l'article 52, §4 l'arrêté royal du 8 octobre 1981 précité, lequel n'est pas d'application en l'espèce, comme exposé ci-dessus.

3.3. En l'occurrence, le requérant a revendiqué un droit de séjour en tant que beau-frère de Madame [C.M.M.], de nationalité roumaine, et soutient répondre tant à la condition d'être à charge qu'à celle de faire partie du ménage du citoyen de l'Union européenne. Il convient de préciser que les deux conditions visent des hypothèses distinctes et qu'un droit de séjour est octroyé si le requérant remplit l'une ou l'autre de celles-ci.

3.3.1. S'agissant de la condition d'être à charge du citoyen de l'Union européenne, le Conseil observe que la partie défenderesse a motivé que « (...) Or, d'une part, la qualité « à charge » de la personne concernée par rapport à celle qui lui ouvre le droit au séjour n'a pas été prouvée de manière satisfaisante. En effet, le demandeur reste en défaut de démontrer de manière probante qu'il n'a pas de ressources ou que ses ressources étaient insuffisantes dans son pays d'origine ou de provenance pour subvenir à ses besoins essentiels. Ainsi, l'attestation marocaine de non assujettissement à l'IR sur les revenus fonciers à la taxe d'habitation et à la taxe des services communaux est datée du 16/10/2018 alors qu'il résidait en Belgique (comme le mentionne, d'ailleurs, l'attestation concernée) et les actes de décès des parents du demandeur ne donnent aucune information sur ses ressources. L'attestation du revenu global imposé au titre de l'année 2020 déposé dans le dossier ne peut pas davantage être pris en compte étant donné qu'elle est établie sur base d'une déclaration sur l'honneur souscrite par l'intéressé le 05.08.2020. Par ailleurs, l'intéressé ne prouve pas davantage qu'il dépendait d'une aide financière ou matérielle du ménage rejoint pour subvenir à ses besoins essentiels dans son pays d'origine ou de provenance. La déclaration sur l'honneur de la regroupante datée du 08.09.2020 soutenant qu'elle versait mensuellement une somme d'argent au demandeur depuis 2018 n'est pas prise en compte étant donné sa valeur déclarative, non appuyée par des documents probants. Dès lors, la qualité « à charge » de l'intéressé n'est pas établie (...) », ce qui n'est pas contesté utilement par la partie requérante qui se limite à réaffirmer que le requérant est à charge de sa belle-sœur, qu'il n'a pas de revenus et qu'il vit avec sa belle-sœur qui elle dispose de revenus. En réalité, la partie requérante prend le contrepied de la décision attaquée sans exposer en quoi, la partie défenderesse aurait commis une erreur manifeste d'appréciation.

3.3.2. Quant à la condition de faire partie du ménage dans son pays de provenance, elle ne fait l'objet d'aucune contestation.

3.4. S'agissant du risque de violation de l'article 8 de la CEDH, la partie défenderesse a motivé : « Vu que les intérêts familiaux de la personne concernée ne peuvent prévaloir sur le non-respect des conditions légales prévues à l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980. En effet, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a jugé que « les rapports entre les adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux (Cour EDH arrêt Ezzouhdi n° 47160/99 du 13 février 2001). Les éléments du dossier n'établissent aucun lien de dépendance autres que les liens affectifs normaux. En outre, rien n'indique que la relation entre les membres de famille concernés ne peuvent se poursuivre en dehors du territoire belge. », ce qui ne fait l'objet d'aucune contestation utile. Le Conseil rappelle que lorsque la partie requérante allègue une violation de cette disposition, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et/ou familiale qu'elle invoque, ainsi que la manière dont la décision attaquée y a porté atteinte.

En l'espèce, dans un premier temps, s'agissant de l'existence d'une vie privée sur le sol belge le Conseil remarque, outre le fait qu'ils n'ont pas été invoqués en temps utile, que les intérêts sociaux et économiques du requérant ne sont aucunement explicités et étayés. Ainsi, la vie privée de ce dernier doit être déclarée inexistante.

Dans un second temps, à propos de l'existence d'une vie familiale en Belgique, le Conseil souligne que l'article 8 de la CEDH ne vise que les liens familiaux suffisamment étroits. En d'autres termes, outre les conjoints et les partenaires dont la vie familiale est présumée, la protection offerte par cette disposition concerne essentiellement la famille restreinte aux parents et aux enfants mineurs et ne s'étend qu'exceptionnellement à d'autres proches parents qui peuvent jouer un rôle important au sein de la famille. La Cour européenne des droits de l'homme a ainsi jugé que : « les rapports entre adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux (Cour eur. D.H., Arrêt Ezzoudhi du 13 février 2001, n°47160/99) ».

En l'occurrence, le Conseil rappelle que la partie défenderesse a motivé qu'il n'a pas été prouvé que le requérant était à charge de l'ouvrant droit au séjour ou qu'il faisait partie de son ménage dans le pays d'origine ou de provenance, ce qui n'est pas contesté valablement en termes de recours. Ainsi, aucun lien de dépendance supplémentaire autre que des liens affectifs normaux n'a été démontré et la vie familiale entre le requérant et son frère/ sa belle-sœur, doit être déclarée inexistante.

Même à considérer l'existence d'une vie privée et d'une vie familiale du requérant en Belgique, étant donné qu'il n'est pas contesté qu'il s'agit d'une première admission, il n'y a, à ce stade de la procédure, pas d'ingérence dans la vie privée et familiale du requérant et il n'est pas procédé à un examen sur la

base du deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH. Dans ce cas, il convient d'examiner si l'Etat a une obligation positive d'assurer le droit à la vie privée et familiale. Afin de déterminer l'étendue des obligations qui découlent, pour l'Etat, de l'article 8, § 1er, de la CEDH, il convient de vérifier tout d'abord si des obstacles au développement ou à la poursuite d'une vie privée et familiale normale et effective ailleurs que sur son territoire, sont invoqués. Si de tels obstacles à mener une vie privée et familiale ailleurs ne peuvent être constatés, il n'y aura pas défaut de respect de la vie privée et familiale au sens de l'article 8 de la CEDH.

En l'occurrence, en termes de recours, la partie requérante reste en défaut d'établir in concreto et in specie le caractère déraisonnable ou disproportionné de la balance des intérêts et en quoi la partie défenderesse aurait dû user de l'obligation positive précitée. Le Conseil précise en tout état de cause que la partie défenderesse a valablement considéré que le requérant ne remplit pas l'ensemble des conditions légales et jurisprudentielles de l'article 47/1, 2°, de la Loi mises à l'obtention de son droit au séjour. Pour rappeler la Loi est une loi de police qui correspond aux objectifs prévus au second paragraphe de l'article 8 CEDH et qu'en obligeant l'étranger à remplir les conditions légales prévues pour bénéficier du regroupement familial, le législateur a déjà procédé à une mise en balance des intérêts en présence. L'on constate par ailleurs que la partie requérante n'invoque nullement l'existence d'obstacles au développement ou à la poursuite d'une vie privée et familiale normale et effective ailleurs qu'en Belgique. En conséquence, la partie défenderesse n'a aucunement violé l'article 8 de la CEDH.

3.5. Quant à l'ordre de quitter le territoire, il s'impose de constater qu'il est motivé en fait et en droit par la constatation que *«l'article 7, alinéa 1er, 2°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à la personne concernée de quitter le territoire du Royaume dans les 30 jours vu qu'elle n'est pas autorisée ou admise à y séjourner à un autre titre: la demande de séjour introduite le 25.09.2020 en qualité d'autre membre de famille lui a été refusée ce jour. Elle séjourne donc en Belgique de manière irrégulière»*, laquelle ne fait l'objet d'aucune critique spécifique. Pour le surplus, le Conseil renvoie aux développements des points 3.1 à 3.4 de l'arrêt.

3.6. A propos des pièces transmises après le dépôt du recours, à l'audience, la partie requérante a déclaré qu'elles ont été transmises uniquement à titre informatif, et a insisté sur le fait que la décision attaquée n'a pas été prise dans le délai de 6 mois prévu. La partie défenderesse demande au Conseil d'écarter les pièces transmises par la partie requérante. A l'instar de la partie défenderesse, le Conseil estime devoir écarter ses pièces des débats.

4. Dépens

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

La requête en annulation est rejetée.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 186 euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-cinq août deux mille vingt-deux par :

Mme C. DE WREEDE,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme S. DANDOY,

greffier assumé,

Le greffier,

Le président,

S. DANDOY

C. DE WREEDE

